



CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

ATELIER D'ÉLABORATION DE STRATÉGIE DE SÉCURITÉ NATIONALE : AFRIQUE DU NORD ET DE L'EST

12-16 Août 2019

Tunis, Tunisie

Soudan du Sud : les arguments en faveur de l'élaboration d'une stratégie de sécurité nationale

APERÇU

Population : 13,8 millions d'habitants (BM, 2017)
Espérance de vie : 56,3 ans (Banque mondiale, 2017)
Taux d'alphabétisation des adultes : 32% (IRIN, 2015)
Groupes ethniques : Il existe environ 64 groupes ethniques. Les Dinka constituent le groupe ethnique le plus important, suivis des Nuer. Les autres groupes ethniques principaux sont les Bari, les Azande, les Shilluk, les Murle, les Toposa et les Luo.

PIB : actuellement USD 2,6 milliards (Banque mondiale, 2017), PIB par habitant, actuellement USD 189,4 (Banque mondiale, 2017)
Taux de pauvreté international : (1,9 USD), 82% (BM, 2018)
Taux d'inflation : 362% (Banque mondiale, 2017)
Revenus : pétrole (98% du budget annuel).

Langues : anglais (officiel) ; Arabe et autres langues nationales de 64 groupes ethniques

Religions : majorité chrétienne, puis adeptes des religions africaines traditionnelles et des musulmans.

Sécurité alimentaire : En 2018, 6,3 millions de personnes (près de la moitié de la population) sont confrontées à la famine et à une grave insécurité alimentaire.

PDI et réfugiés : 4,2 millions de personnes sont déplacées, dont 2,2 millions dans les pays voisins.

Mission des Nations Unies au Soudan du Sud : établie en juillet 2011 ; l'effectif actuel est de 17 000 hommes, dont 4 000 dans la Force de protection régionale.

1. INTRODUCTION

Le Soudan du Sud est un pays enclavé en Afrique de l'Est doté des quatrièmes plus grandes réserves de pétrole prouvées sur le continent. Le pays a accédé à l'indépendance du Soudan en 2011 après des décennies de violents conflits qui ont cessé en 2005 avec la signature de l'Accord de paix global entre le gouvernement soudanais et le Mouvement de libération du peuple soudanais (SPLM). Après la mort du Dr John Garang, dirigeant fondateur du SPLM, immédiatement après la signature de l'APC, Salva Kiir (Dinka) devient le chef du SPLM et président du Soudan du Sud, et le Dr Riek Machar (Nuer), son adjoint au parti et au gouvernement. En moins de deux ans et demi, une lutte de pouvoir entre le président Kiir et l'ancien vice-président Machar a mis en évidence des divisions ethniques non résolues. Machar a réquisitionné le Mouvement de libération du peuple soudanais dans l'opposition (SPLM-IO) et le pays a été plongé dans la guerre civile. Avec près de 400 000 morts, plus de 4,3

millions de personnes déplacées et près de 7 millions de personnes confrontées à une crise alimentaire et au risque de famine persistante, la guerre a provoqué des souffrances humaines sans précédent.

Grâce aux initiatives et à la médiation de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), les parties belligérantes ont signé l'Accord sur la résolution du conflit au Soudan du Sud (ARCSS) en 2015, qui a abouti à la formation d'un gouvernement d'union nationale de transition

(TGoNU) en avril 2016, dirigé par Kiir en tant que président et Machar en tant que premier vice-président mais avec plus de pouvoir. Moins de trois mois après la formation de TGoNU, un conflit violent a éclaté lors de la réunion de présidence à Juba, la capitale du Soudan du Sud, qui a entraîné la militarisation des communautés et la création de nombreux groupes armés et milices à travers le Soudan du Sud. Sous la médiation de l'IGAD, toutes les parties belligérantes, sauf quelques-unes, ont signé l'ARCSS revitalisé (R-ARCSS) en septembre 2018, célébré à Juba en octobre 2018 en présence de Salva Kiir et de Riek Machar. Ils ont déclaré leur engagement à travailler ensemble cette fois-ci et à mettre le Soudan du Sud sur la voie de la paix et de la stabilité. Comme les parties n'ont pas mis en œuvre les dispositions relatives aux arrangements de sécurité, le TGoNU n'a pas été constitué en mai 2019. Les parties ont convenu à nouveau de former le TGoNU en novembre 2019, mais la mise en œuvre des arrangements de sécurité n'a pas beaucoup progressé. Cependant, de nombreux observateurs ont mis en doute la viabilité de cet accord de paix. Dans la mesure où le processus de médiation était perçu comme coercitif et que réintégrer Kiir et Machar à travailler ensemble à leurs postes antérieurs était considéré comme une recette pour un autre conflit violent. Depuis la signature du R-ARCSS, les progrès dans sa mise en œuvre ont été entravés par le manque de volonté politique et empêtrés par des conflits internes dans plusieurs domaines, en particulier dans la région d'Équatoria, entre les forces gouvernementales et les forces du général Thomas Cirilo, chef du Front de salut national, qui a rejeté le R-ARCSS.

2. ARCHITECTURE DE LA SÉCURITÉ ET GOUVERNANCE

Au Soudan du Sud, le secteur de la sécurité en uniforme comprend les éléments suivants :

- L'Armée de libération du peuple soudanais (SPLA) (désormais rebaptisée Forces de défense du peuple du Soudan du Sud, SSPDF)
- L'Organisation nationale du renseignement (National Security Service, NSS)
- Le Service national de police du Soudan du Sud (SSNPS)
- Service national des prisons du Soudan du Sud (NPSSS)
- Service national de la faune du Soudan du Sud (SSNWS)
- Service national de défense civile du Soudan du Sud (SSCDS) ou sapeurs-pompier (tous armés)

Ces institutions et organismes du secteur de la sécurité sont dirigées par de hauts fonctionnaires et placées sous le contrôle politique de ministres. Leurs responsabilités et leurs rôles sont définis par diverses législations et lois. Le Conseil national de sécurité dirigé par le président est chargé de la coordination et de la collaboration entre les organismes du secteur de la sécurité.

3. DÉFIS DE SÉCURITÉ

Défis de la sécurité intérieure :

Politisation du secteur de la sécurité en uniforme¹:

L'une des caractéristiques à long terme de la SPLA et d'autres secteurs de la sécurité en uniforme est leur relation étroite avec le SPLM, le parti au pouvoir, dont il était la branche armée pendant la guerre de libération.

Aujourd'hui, il est commandé par des officiers qui s'essayent à la politique,

alors que les politiciens ont tendance à maintenir la loyauté de leurs milices. La relation entre la SPLA et le SPLM est profonde et structurelle, en partie parce que le partage du pouvoir de la CPA a donné au SPLM le pouvoir de doter les services du secteur de la sécurité en uniforme de son aile militaire, la SPLA, et de désigner le président comme commandant en chef de la SPLA et le président du parti SPLM. En outre, de nombreux officiers sont politiquement actifs auprès des politiciens et ont tendance à avoir leurs propres milices ou jouissent de la loyauté de certaines sections de l'armée. Cela a entraîné la militarisation de la vie publique et politique au Soudan du Sud.



¹ Kuol, D. (2018). "Confronting the Challenges of South Sudan's Security Sector: A Practitioner Perspective". *Special Report No. 4: Envisioning A Stable South Sudan*. Washington: Africa Center for Strategic Studies (ACSS).

*Manque de professionnalisme*²: Tous les acteurs du secteur de la sécurité au Soudan du Sud ont été accusés de graves violations des droits humains, notamment du recours au viol comme arme de guerre, du meurtre d'innocents pour des motifs ethniques, du recrutement d'enfants et du déplacement forcé de populations et de pillage pendant le conflit. Les dirigeants politiques et les hauts responsables militaires de la SPLA - qui ont acquis la réputation d'une armée tribale dominée par l'ethnie Dinka - sont également accusés d'accaparement de terres et de nettoyage ethnique. En particulier, le service de police est devenu le dépotoir des officiers et soldats indésirables de la SPLA. L'absorption d'officiers non formés, en grande partie, illettrés et appartenant aux autres groupes de milices armées signifiait que la majorité des forces de police étaient analphabètes. Le service de police n'a pas de culture de maintien de l'ordre démocratique et adopte plutôt un style de maintien de l'ordre paramilitaire, ses agents continuant de se considérer comme faisant partie de la SPLA. Le service de sécurité nationale a la réputation d'être la « police politique » du président et aurait participé à la restitution illégale d'opposants aux régimes d'États voisins. Les institutions et agences de sécurité sont devenues des sources d'insécurité pour les citoyens et la situation sécuritaire est en train de dégénérer en état de nature hobbesien³.

*Institutions faibles et émergence de la « classe d'armes à feu »*⁴: La nature des accords de partage du pouvoir qui récompensent les détenteurs d'armes à feu a créé une « classe d'armes à feu » avant l'indépendance du Soudan du Sud et au tout début de la création de l'État et de sa transition vers un État indépendant. La domination de la SPLA, qui a obtenu son indépendance à la pointe de l'épée en 2011, a empêché la mise en place d'institutions efficaces. Le manque d'engagement dans la réforme de l'armée, des services de renseignement et des forces de l'ordre a entraîné une stagnation et une atrophie rapide à un stade embryonnaire de la formation de l'État. Au lieu de cela, la SPLA est devenue une aristocratie dégénérative portée aux armes qui chevauche les sphères socioculturelles, politiques et économiques comme un colosse. La fusion des leaders de la sécurité avec le pouvoir politique, la classe et l'ethnie est au cœur du système de gouvernance prédateur qui s'est enraciné au Soudan du Sud. Ainsi, le secteur de la sécurité est devenu non seulement le moteur de l'insécurité, mais il a également permis à la classe politique de prospérer en alimentant cette insécurité et cette instabilité. ⁵.

*Chevauchement des rôles et des responsabilités*⁶: Bien que différentes lois et législations aient clairement défini les rôles et les responsabilités du secteur de la sécurité en uniforme, la loi de 2014 sur la sécurité nationale promulguée pendant la guerre civile a usurpé la plupart des pouvoirs et fonctions des agences et institutions du secteur de la sécurité et les a confiées au Service de la sécurité nationale. (Renseignement). Plutôt que de rassembler et d'analyser les renseignements et de conseiller les autorités compétentes conformément à la constitution, la loi confère au Service de la sécurité nationale

² Ibid

³ Kuol, L. (2018). "Three Trajectories Facing South Sudan". *Special Report No. 4: Envisioning A Stable South Sudan*. Washington: Africa Center for Strategic Studies (ACSS).

⁴ D'Agoot, M. (2018). "Taming the Dominant Gun Class in South Sudan". *Special Report No. 4: Envisioning A Stable South Sudan*. Washington: Africa Center for Strategic Studies (ACSS).

⁵ Miamingi, R. (2018). "Durable Stability in South Sudan: What are the Prerequisites". *Special Report No. 4: Envisioning A Stable South Sudan*. Washington: Africa Center for Strategic Studies (ACSS).

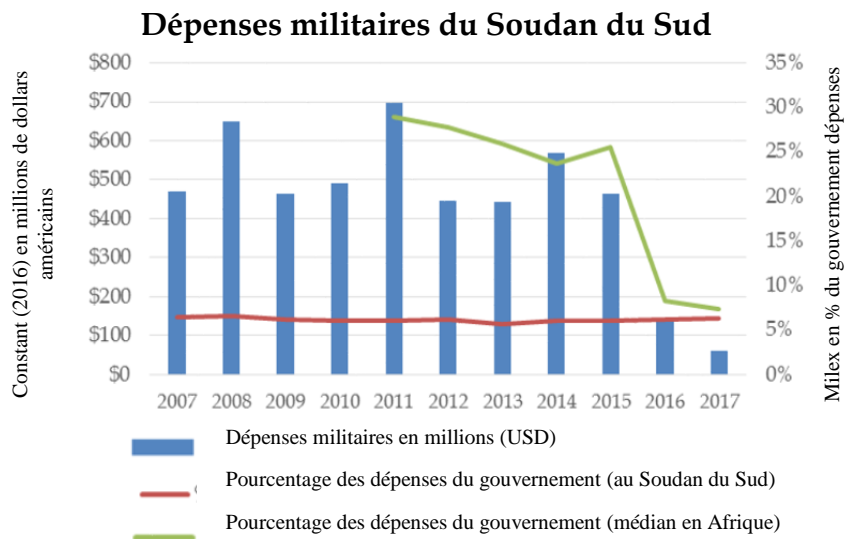
⁶ Ibid

(Renseignement) le pouvoir de maintenir la sécurité, de protéger la Constitution, le tissu social national et la sécurité du Soudan du Sud de tout danger interne et externe. Les frontières de la division du travail dans le secteur de la sécurité sont brouillées et se chevauchent. La loi a conféré au Service de sécurité nationale des pouvoirs constitutionnels à la police en matière d'arrestation, de détention, de saisie et de fouille. Les services du renseignement sont également devenus « une armée parallèle » équipée de chars, de pièces d'artillerie lourde et de plusieurs lance-roquettes. De plus, les services du renseignement de l'armée nationale responsables de toutes les informations recueillies au cours de la mission de l'armée ont également porté atteinte aux pouvoirs civils de la police en matière d'arrestation, de détention, de saisie et de fouille. La « sécurité » est devenue synonyme de « renseignement ». Les décennies de conflits au Soudan du Sud ont érodé la séparation des rôles et des mandats entre la classe politique et les acteurs de la sécurité, entraînant une convergence délibérée et désastreuse. L'un des résultats de cet enchevêtrement est que les organismes de la sécurité sont devenus un élément central de la politique, de même que les politiciens en matière militaire et de sécurité.

Dominance ethnique et prolifération des milices et des armes : L'effectif de l'Armée de libération du peuple soudanais (SPLA) n'était que d'environ 40 000 hommes à la conclusion de la CPA en 2005 ; en 2010, ce nombre avait atteint 195 000, y compris une augmentation phénoménale du nombre d'officiers non formés et parfois analphabètes (Mande, 2011). On estime que la SPLA comptait environ 200 000

personnes en activité au début de la guerre civile ; ce nombre a diminué à cause des défections et des pertes sur le champ de bataille. La première formation de la SPLA et les accords de partage du pouvoir ont permis aux groupes ethniques tant Dinka que Nuer de dominer la base de la SPLA. Les Nuer représentaient 70% de la SPLA au début de l'année 2013, mais des défections massives, des désertions et des politiques de recrutement biaisées ont transformé la SPLA en une milice ethnique alignée avec Les Dinka. En septembre 2017, l'IGAD avait recensé 41 groupes ethniques et milices armés au Soudan du Sud et observé une prolifération considérable d'armes légères licites et illicites entre les mains de citoyens, estimée à au moins 720 000 personnes. Entretemps, les forces de défense du Soudan du Sud détiendraient 250 000 armes à feu, tandis que la police disposerait de 48 200 à 67 200 armes à feu.

Dépense pour la haute sécurité : La SPLA à elle seule, sans compter les autres services en uniforme tels que la police et les services pénitentiaires, représentait environ 55% de tous les employés salariés au moment de l'indépendance. Avant l'éruption de la guerre civile en 2013, leurs salaires représentaient en moyenne plus de 60% des dépenses totales en personnel, soit en moyenne 40% des dépenses publiques totales. La part des salaires par rapport aux dépenses totales de la SPLA est passée de 16%



en 2006 à 87% en 2011. La même tendance est observée chez d'autres services en uniforme. Jusqu'en 2016, le Soudan du Sud consacrait à peu près un quart des dépenses publiques à ses forces militaires, soit plus de six fois la moyenne du continent (2,1% du PIB), ce qui en faisait la deuxième plus élevée au monde après Oman (SIPRI, 2017). Malgré une baisse importante des dépenses militaires au cours des dernières années, on estime que les dépenses supplémentaires consacrées à la sécurité sont hors budget. Avec l'effondrement de l'économie, les soldats et autres services en uniforme ainsi que d'autres fonctionnaires connaissent plusieurs mois de retard dans leurs salaires, ce qui a donné lieu aux activités souterraines et une recrudescence des crimes.

*Effondrement de l'économie*⁷: Avec 3,75 milliards de barils de pétrole, le Soudan du Sud possède les quatrièmes plus grandes réserves de pétrole prouvées du continent et figure parmi les pays du monde les plus dépendants du pétrole. Près de 100% de la monnaie forte du pays provient du pétrole. Avant la guerre, le Soudan du Sud exportait 250 000 barils de pétrole par jour ; la production est tombée à 130 000 après l'éruption de conflits violents en 2013. Avec cinq années de guerre civile, la baisse des prix mondiaux du pétrole, la maturation des champs de pétrole et une production agricole inférieure à la moyenne, l'économie s'est contractée d'environ 6,9%, l'inflation a atteint 362%, la livre sterling du Soudan du Sud (SSP) s'est dépréciée de 90% et, 70% de la population est devenue pauvre en 2017. Les perspectives économiques restent sombres, le PIB devrait se contracter davantage, la dépréciation du SSP sera poursuivie et le niveau de pauvreté et d'insécurité alimentaire s'aggravera. Même après avoir signé le R-ARCSS, le Soudan du Sud continue de perdre une grande partie de ses revenus pétroliers du fait d'accords de compensation et de dépenses de défense. Selon la Banque mondiale, le Soudan du Sud est pratiquement pris au piège d'un cycle de dette qui empire car la grande partie de son pétrole sortant du sol est déjà vendu ou sert à rembourser la dette au Soudan.

*Détérioration de la cohésion sociale et traumatisme*⁸: Cinq années de guerre civile, conjuguées à la faiblesse des institutions - en particulier du secteur de la sécurité, dominé par les deux principaux groupes ethniques (Les Dinka et les Nuer) - ont entraîné une détérioration des relations entre l'État et la société et entre et parmi les divers groupes ethniques. Les indices de fragilité (sociaux, économiques et politiques) laissent présager un déclin de la cohésion sociale, en particulier après l'éruption de violents conflits en 2013 ; les relations verticales sont en train de se détériorer davantage que les relations horizontales. Le sentiment d'appartenance à l'État du Soudan du Sud a également commencé à s'estomper, les citoyens s'identifiant davantage à leurs tribus ou à leurs régions qu'à l'État. Cette situation pourrait menacer l'unité du Soudan du Sud si la guerre civile persiste. Outre la détérioration de la cohésion sociale, certaines études ont révélé des taux élevés de troubles mentaux associés aux traumatismes, tels que des troubles de stress post-traumatique, la dépression et l'anxiété, comparables à ceux de pays ayant connu le génocide, tels que le Cambodge et le Rwanda.

Corruption : Selon l'indice de perception de la corruption, le Soudan du Sud est classé parmi les pays les plus corrompus et n'a marqué en 2018 que 13 points sur 100. De nombreux rapports ont établi un lien étroit entre le pétrole, les services de sécurité, les milices ethniques, la corruption et l'escalade des

⁷ World Bank (2018). *South Sudan*. Washington: The World Bank Group

⁸ Kuol, L. (2018). *South Sudan: The Quest for A Resilient Social Contract*. Oslo: United Nations Development Program (UNDP).

violents conflits. Un rapport récent de Global Witness, publié en 2018, montre comment la compagnie pétrolière publique, sous le contrôle direct du président et du chef du puissant Service de sécurité intérieure du Soudan du Sud, alimente la guerre civile en faisant passer des millions de dollars de revenus pétroliers sur les comptes des services de sécurité et des milices ethniques avec une surveillance et une responsabilité limitée.

Violations flagrantes des droits de l'homme et détentions arbitraires : Depuis le début du conflit armé interne au Soudan du Sud en décembre 2013, de graves crimes contre l'humanité et des crimes de guerre ont atteint le niveau de génocide ou de nettoyage ethnique. Même après la signature du R-ARCSS, Amnesty International a signalé que des centaines de personnes, pour la plupart des hommes, avaient été arrêtées sous l'autorité du Service de la sécurité nationale (NSS) et de la Direction du renseignement militaire dans divers centres de détention de la capitale, Juba, et soumis à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements. D'autres ont disparu de force. Un grand nombre de ceux qui ont été détenus ont été placés en détention dans la catégorie des « détenus politiques » pour des allégations selon lesquelles ils auraient communiqué avec ou soutenu l'opposition.

Crise humanitaire et le bilan des décès : Malgré l'accord de paix signé récemment qui offre de nouveaux moyens de subsistance, l'ONU a indiqué que les effets cumulatifs d'années de conflit violent et de destruction des moyens de subsistance ont laissé plus de 7 millions de personnes, soit environ deux tiers de la population, dans un besoin urgent d'aide humanitaire et de protection. Le conflit violent continue d'obliger les populations se déplacer en permanence avec un accès limité à l'aide humanitaire. Près de 4,2 millions de personnes ont été déplacées, dont 2,2 millions dans les pays voisins et 2 millions à l'intérieur du pays. Près de 6 personnes sur 10 risquent d'être affectées par une grave insécurité alimentaire, 2 enfants de moins de 5 ans sur 5 souffrent de malnutrition et 2 femmes enceintes ou mères allaitantes sur 5 sont mal nourries. Selon le rapport publié par la London School of Hygiene and Tropical Medicine, environ 400 000 personnes sont décédées en raison de la guerre civile. La moitié d'entre elles sont décédées des suites des combats et l'autre moitié des suites de maladies, de la faim et d'autres causes exacerbées par les conflits violents.

Défis de sécurité externes⁹:

Politique régionale : Fondée sur le principe de subsidiarité, l'IGAD a été chargée par l'Union africaine (UA), avec le soutien des pays de la Troïka (Grande-Bretagne, Norvège et États-Unis) et de la communauté internationale, de résoudre le conflit violent au Soudan du Sud. L'IGAD n'a jusqu'à présent pas été en mesure de susciter la conduite requise des parties belligérantes au Soudan du Sud pour pouvoir mettre fin à la crise, en grande partie à cause des intérêts régionaux opposés qui ont plutôt exacerbé la crise actuelle. Les problèmes de conflits violents, de fractures sociales et de turbulences économiques auxquels le Soudan du Sud était confronté auraient pu être améliorés si la région et la communauté internationale agissaient davantage à l'unisson. L'échec de l'IGAD et de la communauté

⁹ Kuol, L. (2018). "Navigating the Competing Interests of Regional Actors in South Sudan". *Special Report No. 4: Envisioning A Stable South Sudan*. Washington: Africa Center for Strategic Studies (ACSS).

internationale à élaborer une approche commune pour faire face à la crise au Soudan du Sud a empêché une réponse solide et permis aux parties belligérantes de violer le cessez-le-feu et de commettre de plus graves violations des droits humains. Cette crise s'aggrave en raison des intérêts étroits des acteurs régionaux et de l'incapacité de la communauté internationale à prendre des mesures fermes.

Intérêts économiques : Les intérêts économiques des voisins du Soudan du Sud constituent un prisme clé qui permet de comprendre non seulement le rôle grandissant de ces voisins au Soudan du Sud, mais également les manigances des parties au conflit pour créer des alliances. Le Soudan du Sud a attiré des investisseurs aussi bien petits que grands dans divers secteurs de son économie : le Soudan, le Kenya, l'Ouganda, l'Éthiopie, l'Érythrée, l'Égypte et des sociétés multinationales, provenant en particulier de la Chine, la Malaisie, la France et l'Inde. Les engagements ultérieurs de ces pays étaient généralement motivés par leur volonté de protéger les ressortissants investisseurs, même si l'intensité de ces intérêts variait d'un pays à l'autre. La politique autour des eaux du Nil et la construction du grand barrage de la Renaissance en Éthiopie (GERD), des oléoducs et d'énormes opportunités d'investissement ont fait du Soudan du Sud un terrain de concurrence pour les intérêts économiques régionaux et internationaux qui ont exacerbé la crise actuelle.

Intérêts politiques et sécuritaires : L'indépendance du Soudan du Sud a créé des défis politiques qui sont devenus préjudiciables à sa survie. Son indépendance a été acceptée à contrecœur par le Soudan, qui a perdu un quart de son territoire et les trois quarts de ses recettes d'exportation (environ 13 milliards de dollars), mais il a été perçu comme un projet occidental imposé contre sa volonté. Depuis l'indépendance du Soudan du Sud, les élites islamistes dirigeantes à Khartoum, en dépit des intérêts économiques apparents dans la stabilité du Soudan du Sud, ont tenu à renverser cette indépendance et ont commencé à œuvrer pour déstabiliser le nouvel État. En moins d'un an, le Soudan et le Soudan du Sud sont entrés en guerre pour la zone frontalière riche en pétrole et contestée. Le Soudan du Sud a été accusé de soutenir les mouvements rebelles soudanais dans les régions du Darfour, des monts Nouba et du Nil Bleu. Les intérêts politiques et de sécurité opposés des membres de l'IGAD sont clairement reflétés dans la prolifération d'initiatives (Soudan, Kenya et Ouganda) visant à résoudre la crise au Soudan du Sud. La région est divisée en camps : Ouganda / Égypte et Éthiopie / Soudan. L'Ouganda et l'Égypte sont favorables à la réunification du SPLM et au maintien du statu quo à Juba, mais ils minent indirectement le leadership de l'Éthiopie à l'IGAD et limitent l'influence des élites islamistes dirigeantes soudanaises et de l'Éthiopie au Soudan du Sud. En revanche, l'Éthiopie et le Soudan souhaitent modifier le statu quo à Juba en revitalisant l'Accord de paix et en ramenant M. Machar au pouvoir à Juba afin de limiter l'influence de l'Ouganda et de l'Égypte au Soudan du Sud. L'accord de paix de 2018 découle de la médiation du Soudan et de l'Ouganda et confère aux deux pays un rôle plus inclusif dans les secteurs pétrolier et de la sécurité que les autres pays membres de l'IGAD destinés à servir leurs intérêts nationaux au Soudan du Sud. Avec ces arrangements, certains analystes ont décrit que le Soudan du Sud est pratiquement sous la tutelle du Soudan et de l'Ouganda.

Fatigue des donateurs : Avec l'éruption de conflits violents qui ont entraîné des besoins humanitaires énormes sans précédent, presque toute l'aide extérieure a été déplacée pour faire face à la crise humanitaire grandissante et à un environnement opérationnel de plus en plus difficile et coûteux. L'ONU a estimé que le besoin total d'assistance humanitaire pour le Soudan du Sud en 2018 serait

d'environ 1,7 milliard de dollars, dont seulement 700 millions (41%) ont été collectés. Les principaux donateurs sont les États-Unis (40,9%), le Royaume-Uni (14,2%), la Commission européenne (5%), le Canada (3,8%) et d'autres pays (4,9%). Si l'on souhaite voir la mise en œuvre de l'ARCSS, il faudrait au moins 400 millions de dollars d'aide des donateurs pour stabiliser la situation budgétaire et monétaire au cours de la première année des arrangements de transition. Avec des besoins humanitaires non satisfaits, des violations croissantes des droits de l'homme, un accès humanitaire restreint, un nombre croissant de morts parmi les travailleurs humanitaires et les soldats de la paix, et un accord de paix récemment signé faisant l'objet d'une médiation coercitive, les donateurs hésitent à fournir une assistance pour la mise en œuvre de l'accord de paix revitalisé.

OPPORTUNITÉS DANS LE SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

Réforme du secteur de la sécurité : Même si, dans le passé, les donateurs qui ont réformé le secteur de la sécurité du Soudan du Sud n'ont pas réussi à apporter un changement significatif, le cadre politique et juridique qu'ils ont créé pourrait sous-tendre les futures initiatives de professionnalisation de la SPLA. Parmi ceux-ci figurent le Livre blanc sur la défense de la SPLA de 2008 ; le projet de politique de sécurité nationale de 2013 ; et diverses législations pour tous les services en uniforme, telles que la loi de 2009 sur la SPLA et la loi de 2009 sur les services de police.

Prix du pétrole à l'échelle mondiale : L'augmentation considérable des prix du pétrole Brent et l'accord en cours conclu entre les parties belligérantes à Khartoum pour assurer et reprendre la production de pétrole avec la participation du Soudan augmenteront l'enveloppe de revenus du Soudan du Sud et, par la suite, les ressources du secteur de la sécurité.

Société civile : La société civile joue un rôle grandissant au Soudan du Sud, en particulier pendant les négociations et la mise en œuvre de l'ARCSS de 2015. Contrairement aux autres accords de paix, les organisations de la société civile ont été engagées dans les négociations relatives aux arrangements de sécurité de l'ARCSS, généralement laissées à l'armée, et ont obtenu une représentation dans l'architecture et les mécanismes de cessez-le-feu permanent et de révision et de transformation du secteur de la sécurité. De plus, les institutions traditionnelles continuent de jouer, même en pleine guerre civile, un rôle essentiel dans le maintien de l'ordre et l'accès à la justice dans les zones rurales du Soudan du Sud.

*Communauté de l'Afrique de l'Est*¹⁰ : L'admission du Soudan du Sud dans la Communauté de l'Afrique de l'Est (East African Community, EAC) en 2016 contribuera à surmonter certains des obstacles à son développement économique en tant que pays enclavé souffrant d'un manque d'infrastructures nationales. Avec son adhésion à la CAE, le Soudan du Sud sera en mesure de réduire les coûts de transport en bénéficiant des projets d'infrastructure régionaux en cours et futurs tels que le port de Lamu au Kenya et le câble EASSy, un câble à fibres optiques sous-marin installé le long de la côte d'Afrique orientale et australe d'une longueur de 10 000 km. Toutefois, le Soudan du Sud pourrait être confronté à des coûts à court terme, tels que l'augmentation du coût de la vie en raison de

¹⁰ Haas, A. (2016). "What South Sudan will gain from joining the East African Community". *The CONVERSATION*. May 3.

l'augmentation probable du tarif douanier et des coûts de main-d'œuvre élevés dus au faible niveau d'éducation et de compétences.

L'accord de paix revitalisé de 2018¹¹ (R-ARCSS) : La plupart des parties en guerre ont signé le R-ARCSS en septembre 2018, à l'exception du Front de salut national et de quelques autres partis. Bien que le R-ARCSS soit confronté aux mêmes défis qui ont nui aux efforts de paix antérieurs, il y a de l'espoir car de nombreux Sud-Soudanais considèrent cet accord comme le seul moyen de faire taire les armes à feu. À l'instar de l'ARCSS, le R-ARCSS reste sur papier et n'a pas encore été mis en œuvre, mais il identifie la Transformation du secteur de la sécurité (SST) comme l'un des problèmes les plus cruciaux à résoudre pour que le Soudan du Sud parvienne à la paix. Il fournit une feuille de route globale pour la transformation du secteur de la sécurité par le biais d'un comité d'examen du plaidoyer stratégique pour la défense et la sécurité (SDSRB) composé de représentants des parties belligérantes, d'autres partis politiques, du parlement, de leaders religieux, du monde universitaire, de jeunes, de femmes et des organisations de la société civile. La SDSRB est chargée (i) d'examiner les problèmes de sécurité militaires et non militaires (internes et externes), (ii) de clarifier les responsabilités des différentes institutions et organisations du secteur de la sécurité pour relever ces défis, y compris la gestion et le contrôle du secteur de la sécurité, (iii) d'identifier la mission, la vision, le rôle spécifique de l'armée nationale et de décrire le programme et la doctrine en vue de son unification et de sa modernisation, (iv) d'évaluer les besoins de l'armée nationale. Toutes ces tâches sont censées éclairer *la formulation des politiques nationales de défense et de sécurité*. L'Accord conserve les principales dispositions relatives à la transformation du secteur de la sécurité et reconnaît la nécessité de remplacer les forces en uniforme des parties belligérantes, y compris la SPLA, par de nouveaux services professionnels en uniforme nationaux reflétant la diversité du Soudan du Sud. En outre, l'Accord maintient les dispositions relatives à une justice de transition, notamment la création d'un tribunal hybride pour les atrocités et les crimes commis pendant la guerre civile.

Changement politique au Soudan: L'évolution politique récente au Soudan, qui a mis fin à 30 ans de mauvaise gestion par l'ancien président Bashir, pourrait offrir une nouvelle occasion de nouer de nouvelles relations entre le Soudan du Sud et le Sud-Soudan. Bashir a joué un rôle déterminant dans l'imposition de l'accord de paix de 2018 aux parties belligérantes du Sud-Soudan dans le but de réaffirmer son contrôle sur les champs pétrolifères du Sud-Soudan. Bien que la situation politique au Soudan soit encore instable, le nouveau gouvernement de transition qui pourrait émerger au Soudan sera impatient de voir un Soudan du Sud stable et mettre en œuvre le système R-ARCSS.

¹¹ Apuuli, P. (2018). "Durable Stability in South Sudan: What are the Prerequisites?". *Special Report No. 4: Envisioning A Stable South Sudan*. Washington: Africa Center for Strategic Studies (ACSS).